

VENEZUELA - Hugo Chávez déraperait-il ?

Thierry Deronne

lundi 12 mars 2007, par [Thierry Deronne](#)

Le 31 janvier, les députés ont accordé au président Chávez des « pouvoirs spéciaux » qui lui permettent de gouverner par décrets pendant dix-huit mois, au nom de la poursuite de la « révolution socialiste ». S'agit-il d'une dérive vers un pouvoir plus autoritaire ? Thierry Deronne nous livre des éléments de réponse.

Eh oui ! Si tous les médias l'assurent, le susurrent, le trompettent... Mais en huit ans de révolution, la démocratie participative a beaucoup progressé au Venezuela. Plus vite que la justice sociale. Celle-ci a subi la résistance de lobbies économiques, l'inertie ou la corruption de fonctionnaires, le coup d'État et le sabotage économique de 2002. C'est pour donner un coup d'accélérateur aux réformes que les Vénézuéliens ont réélu Hugo Chávez à 62,8 % en décembre. Un scrutin qualifié de « transparent, équitable et démocratique » par l'Organisation des États américains, l'Union européenne et le Centre Carter.

Tenant ses promesses, Chávez annonce en janvier un contrôle accru de la banque centrale pour financer les programmes sociaux ; la nationalisation des compagnies de téléphone et d'électricité, qui permettra d'étendre le service public aux secteurs exclus car peu « rentables » comme les secteurs ruraux ; l'accroissement des parts de l'État dans les sociétés mixtes pétrolières – atout majeur pour le développement et garantie, pour les ouvriers pétroliers, de nouveaux droits sociaux ; l'explosion des « conseils communaux » où des millions de citoyens géreront avec l'État 3,8 milliards d'euros en 2007 pour construire écoles, routes, hôpitaux, logements sociaux, coopératives – la vigilance populaire limitant la corruption. Pour réaliser et accélérer ce vaste programme, le président a demandé aux députés le permis de légiférer seul pendant 18 mois. Un droit constitutionnel qu'il avait déjà obtenu en 2000, créant 49 lois, dont celle de la réforme agraire ou de la nationalisation du pétrole. Les décrets de Chávez ne visent pas à imposer, comme ailleurs, le néolibéralisme. Ses prédécesseurs ont usé du même droit. Thomas Shannon, le diplomate américain chargé de l'Amérique latine a d'ailleurs concédé dans un commentaire inhabituellement amical que cette disposition « est valable sous la Constitution et comme tout outil démocratique, dépend de comment on l'utilise ». Le Parlement continuera de son côté à discuter un large éventail de lois. Faire de ces « pouvoirs spéciaux » « un pas vers la dictature » est donc une énième supercherie, la plus absurde sans doute, au bas d'une liste trop longue [1].

Légitimé par une dizaine d'élections en sept ans, « Chávez a injecté une bonne dose de vitamines à la démocratie latino-américaine », dit l'écrivain Eduardo Galeano. En Bolivie, en Équateur, d'autres majorités exclues par l'élite blanche refondent des républiques égalitaires au moyen d'élections libres et d'assemblées constituantes. Chávez vante la tradition des militaires démocrates tels le Péruvien Velasco ou le Guatémaltèque Arbenz, promoteurs des droits de la femme et de réformes agraires. À l'académie, déjà, il traçait une ligne de partage entre les gorilles à la Pinochet et les militaires respectueux des libertés. Jeune soldat, il refusa de réprimer des paysans [2].

La Constitution bolivarienne est la seule au monde à instaurer un référendum révocatoire. Les citoyens peuvent révoquer un élu, maire ou président, à mi-mandat. L'opposition en a fait usage en 2004. Chávez a remporté le référendum, validé par les observateurs internationaux. Bush et Blair seraient-ils encore en place si leurs peuples jouissaient du même droit ?

En 2007, 90 % des ondes radios et TV et presque toute la presse écrite restent aux mains d'une élite qui a mené le putsch sanglant de 2002 contre Chavez. Le gouvernement, lui, développe la liberté d'expression en légalisant, sans les contrôler, des centaines de radios et télévisions associatives jadis réprimées, en

créant des télévisions publiques au service des mouvements sociaux comme TeleSur ou Vive, en remettant la concession (qui expire en mai 2007) d'une télévision privée putschiste à ses travailleurs, aux producteurs indépendants, aux organisations citoyennes. D'où la rage des médias dominants, qui n'hésitent plus à reprendre les mensonges éhontés de la droite vénézuélienne. Les médias rachetés par la Bourse veulent faire accepter à la plèbe ignorante un monde sans États, sans services publics et punissent les contrevenants. Les peuples d'Équateur, de Bolivie et du Venezuela leur ont dit non.

Thierry Deronne est licencié en communications sociales (IHECS Bruxelles), cofondateur des télévisions associatives Teletambores et Camunare Rojo Tv, et vice-président de la télévision publique [ViVe TV](#).

Texte publié par *L'Humanité Dimanche*, n° 50, 1er AU 7 MARS 2007, soumis à republication par l'auteur.

Notes

[1] Voir à ce sujet les articles publiés sur : www.acrimed.org.

[2] Voir *Le Venezuela de Chavez*, par Maurice Lemoine. Éditions Alternatives. Novembre 2006.